



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO/Ugo Leonardi

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS, LA MOBILISATION ET L'UTILISATION EFFICIENTE DE L'EAU POUR STIMULER LA PRODUCTIVITÉ AGRO-SYLVO-PASTORALE ET AUGMENTER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS RURALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Juillet 2024

ODD:



Pays:

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal

Code du projet:

TCP/SFW/3804

Contribution de la FAO:

374 000 USD

Période de mise en œuvre:

1^{er} novembre 2020–31 octobre 2023

Contact:

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
FAO-SFW@fao.org

Partenaires

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Bénéficiaires

Ministères en charge de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie et de l'environnement.

Contribution au Cadre de programmation par pays (CPP)

CPF Burkina Faso: Produit 2.1: Des pratiques améliorées, résilientes au changement climatique et innovantes dans les filières ASPHF sont développées et promues au profit des petits producteurs, transformateurs et autres acteurs de la chaîne de valeurs.

CPF Côte d'Ivoire: Priorité 1: Améliorer la productivité, la compétitivité, durabilité et la résilience des exploitations agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Produit 1.2: Des innovations et itinéraires techniques d'intensification durable, diversification et d'adaptation au changement climatique sont promus et mis à l'échelle.

CPF Guinée: Domaine prioritaire 1: Amélioration de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la résilience des populations vulnérables face aux crises et aux effets du changement climatique. Produit 1.5: Des systèmes de gestion durable des ressources naturelles, d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe sont promus auprès des agriculteurs.

CPF Mali: Priorité 2: Intensification durable, diversification de la production, et développement des chaînes de valeurs agrosylvopastorales et halieutiques. Produits 2.1: les capacités des acteurs institutionnels et des producteurs à gérer de manière durable les ressources naturelles, notamment les terres, les eaux, et la fertilité des sols et pour faire face aux effets des changements climatiques sont améliorées.

CPF Niger: Priorité 3: Renforcement de la résilience des groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face au changement climatique, aux crises et catastrophes. Produit 3.2: La résilience des systèmes de production et des ménages face au changement climatique et la gestion durable des terres et des ressources naturelles sont renforcées.

CPF Sénégal: Priorité 1: Promotion d'un secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et aquacole durable, diversifié, compétitif, inclusif et porteur de croissance. Produit 1.1: La modernisation, la diversification et l'intensification des productions agrosylvopastorales et halieutiques sont promues de façon inclusive et durable.

DESCRIPTION DU PROJET

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à d'importantes variations climatiques et à des précipitations irrégulières, constituant ainsi un obstacle majeur à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la région. Au cours des deux dernières décennies, la disponibilité en eau dans la région du Sahel a diminué de plus de 40 pour cent. Or des millions de personnes dépendent de l'agriculture pluviale pour leur survie, les laissant dans un état de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire constantes. Les sécheresses récurrentes des cinq dernières décennies ont conduit à des épisodes de famine, de malnutrition sévère, et de maladies hydriques en raison du manque d'eau potable. Dans cette région où 98 pour cent de l'eau utilisée en agriculture provient des précipitations, les chocs climatiques fréquents et les sécheresses persistantes exigent des mesures urgentes.

Les eaux souterraines sont abondantes, mais leur utilisation est limitée par le manque d'infrastructures et de moyens techniques appropriés. De plus, leur utilisation n'est pas bien réglementée, ce qui peut entraîner une diminution de leur quantité et de leur qualité. Les eaux de surface sont également difficiles à exploiter: pendant la saison des pluies, une grande partie de l'eau est perdue par ruissellement, alors qu'il y a pénurie d'eau pendant la saison sèche.

En outre, le manque de politiques cohérentes en matière de gestion rationnelle des ressources naturelles, ainsi que l'absence de priorités de développement éclairées par des programmes et des stratégies fiables, ont contribué à la dégradation continue des ressources en sol et en eau.

Reconnaissant que l'accès à l'eau est essentiel pour le développement et la sécurité alimentaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) promeut une meilleure mobilisation de l'eau et une gestion plus efficace, efficiente, durable et intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Ainsi, à travers le présent projet, la FAO a cherché à soutenir les pays dans l'utilisation efficace de l'eau pour l'agriculture, tout en encourageant le développement de l'irrigation à petite échelle et l'approvisionnement en eau du bétail. Cet appui a été sollicité par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

IMPACT

Ce projet a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à l'amélioration du cadre de vie des populations rurales en Afrique de l'Ouest, renforçant ainsi leur résilience.

En fournissant des ressources législatives et techniques aux institutions pour améliorer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, ce projet contribue à l'atteinte de l'ODD 6. De plus, en garantissant la durabilité des systèmes de production alimentaire et en mettant en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui augmentent la productivité et la production, ce projet contribue à l'ODD 2, qui vise à éliminer la faim.

RÉALISATION DES RÉSULTATS

Ce projet a favorisé l'amélioration de l'accès, de la mobilisation et de l'utilisation efficace de l'eau pour les activités de production agricole, sylvicole, pastorale et halieutique.

Les études réalisées ont permis de recueillir des informations et des données techniques sur les potentiels, la disponibilité et l'état des ressources en eau, ainsi que sur les impacts environnementaux et les mesures d'atténuation adaptées, tant à l'échelle nationale que dans les bassins versants sélectionnés. Dans ces derniers, des propositions techniques ont été élaborées pour l'exploitation et la gestion des ressources en eau disponibles, avec une estimation des coûts associés aux solutions techniques et aux ouvrages proposés.

Dans les trois pays où les études ont été menées, les résultats obtenus, tels que la connaissance des potentiels existants dans les bassins versants sélectionnés, les techniques et ouvrages prioritaires proposés, ainsi que les besoins financiers identifiés, permettront aux pays de mobiliser des ressources financières pour promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau en faveur du secteur agricole.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

La réalisation des activités du projet a été entravée dans certains pays bénéficiaires en raison de conditions de sécurité précaires et de difficultés à trouver des experts qualifiés, nécessitant ainsi deux extensions. Cependant, à la clôture opérationnelle, plus de la moitié du budget initial du projet n'avait pas été dépensée en raison de l'absence de certaines activités réalisées: les études n'ont été menées qu'au Sénégal, en Guinée et au Niger, sans être suivies d'une concertation régionale.

MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT

Bien que les cadres législatifs sur les politiques nationales de l'eau, notamment la gestion intégrée des ressources en eau, aient été revus et renforcés dans les pays couverts, il reste à mobiliser les moyens financiers nécessaires pour la mise en œuvre des projets et activités prioritaires proposés. Il est notamment fortement conseillé de continuer les activités du projet et de réaliser les études au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali, étant donné l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau pour la sous-région.

De plus, il est essentiel de continuer à donner la priorité au renforcement des capacités nationales afin de maîtriser les techniques et technologies nécessaires au développement des ressources en eau.

DURABILITÉ

1. Renforcement des capacités

Le projet a renforcé les capacités législatives et a été intégré avec succès dans les lignes directrices des ministères en charge de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie et de l'environnement. La question de la gestion intégrée de l'eau est désormais au cœur des politiques publiques pour répondre aux défis du changement climatique. De plus, des organes de concertation nationale impliquant divers acteurs, des partenariats public-privé et des coordinations entre bailleurs de fonds ont été mis en place dans différents pays pour soutenir les efforts gouvernementaux en matière de gestion durable de l'eau.

2. Égalité des genres

Le projet a adopté une approche participative et inclusive, intégrant hommes, femmes et jeunes, en tenant compte de leurs préoccupations et besoins. Lors du Forum mondial de l'eau «DAKAR 2022», 20 jeunes et femmes ont promu des projets sur la gestion et l'utilisation de l'eau en milieu rural.

Les législations nationales soutiennent cette démarche en garantissant l'égalité des sexes dans l'accès aux ressources, biens, services et marchés.

3. Durabilité environnementale

Au cours du projet, les aspects de durabilité environnementale ont été pris en compte dans la définition des actions prioritaires, en se basant sur les documents nationaux de gestion intégrée de l'eau au Niger, en Guinée et au Sénégal.

4. Approche fondée sur les droits humains, notamment le droit à l'alimentation et à un travail décent

Les législations et règlements en vigueur dans les pays respectent les principes des droits de l'homme, y compris le droit à l'alimentation. Le projet vient renforcer durablement les initiatives nationales existantes.

5. Durabilité technologique

Les techniques et technologies de maîtrise et de développement des ressources en eau, telles qu'elles sont proposées dans les études, sont adaptées et ajustées aux conditions spécifiques des pays, en tenant compte notamment des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique. Les études réalisées dans des sous-bassins pilotes ont permis une meilleure compréhension des potentiels existants, des défis et des opportunités, ainsi que des propositions techniques viables pour répondre aux besoins des populations par le biais d'une gestion intégrée des ressources en eau.

6. Durabilité économique

Dans certains pays ciblés par le projet, on observe une augmentation notable des budgets alloués aux secteurs de l'agriculture, de la gestion de l'eau et de l'environnement. Ces ressources financières proviennent à la fois des budgets nationaux et de l'aide au développement. Lors de la mise en place du projet, les services techniques des départements des ministères en charge de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie et de l'environnement ont été impliqués à toutes les étapes de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des activités, ce qui garantit une durabilité financière et une meilleure appropriation des projets.



DOCUMENTS ET MATÉRIEL DE DIFFUSION

- ❑ **FAO.** Septembre 2023. *Document national sur la gestion intégrée de l'eau au Niger.* Niamey, Niger.
- ❑ **FAO.** Septembre 2023. *Document national sur la gestion intégrée de l'eau en Guinée.* Conakry, Guinée.
- ❑ **FAO.** Juillet 2022. *Document national sur la gestion intégrée de l'eau au Sénégal.* Dakar, Sénégal.



RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

Impact attendu	La production agro-sylvo-pastorale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le cadre de vie des populations rurales en Afrique de l'Ouest est améliorée et leur résilience renforcée		
Résultat	L'accès, la mobilisation et l'utilisation efficiente de l'eau à des fins de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques assurés grâce à la disposition des infrastructures et technologies appropriées		
	Indicateur (s)	Nombre de forages par énergie solaire et boullis pour la mobilisation de l'eau de pluies réalisés par pays ciblés.	
	Situation de référence	0	
	Objectif final	Deux forages par énergie solaire et deux boullis pour la mobilisation de l'eau de pluies réalisés.	
Commentaires et mesures de suivi à adopter	<p>Pour la préparation des documents nationaux sur la gestion intégrée des ressources en eau, des consultants nationaux ont été recrutés dans trois des huit pays initialement prévus par le projet. Les études ont été réalisées au Sénégal, en Guinée et au Niger. Un rapport de synthèse régional devait être soumis à la CEDEAO, mais en raison de l'absence d'études dans la plupart des pays bénéficiaires, ce rapport n'a pas été préparé.</p> <p>Pour coordonner les activités des consultants nationaux, deux consultants internationaux ont été successivement recrutés.</p>		
Produit 1	Les pratiques innovantes de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest sont identifiées, discutées et validées		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Nombre de fora et consultations organisés/réalisés.	Deux consultations régionales sur la gestion intégrée de l'eau et un forum international sur l'eau et le développement rural sont organisés.	En partie
Situation de référence	0		
Commentaires	<p>Des consultants nationaux ont été recrutés pour mener des études sur la gestion intégrée des ressources en eau. Ces études étaient destinées à servir de base de discussion lors des ateliers régionaux prévus sous l'Activité 1.2 du projet. Cependant, ces études n'ont été menées que dans trois des huit pays initialement prévus, ce qui a empêché l'organisation des ateliers régionaux prévus sous l'Activité 1.2.</p> <p>Parmi les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de ce Produit, on note:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des retards dans l'identification et le recrutement du consultant international; - l'absence de recrutement de consultants nationaux dans certains pays bénéficiaires; - des retards dans le recrutement de consultants nationaux dans d'autres pays; ainsi que - la précarité des conditions de sécurité et les troubles politiques dans certains pays bénéficiaires tels que le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Guinée. 		
Activité 1.1	Forum international d'échange d'expérience et bonnes pratiques dans l'accès et l'utilisation efficiente de l'eau et dans la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest		
	Réalisé	Oui	
Commentaires	Le projet a appuyé l'organisation du Forum mondial de l'eau «DAKAR 2022». Ce soutien a permis de faciliter la participation des acteurs à divers forums, ainsi que la mise en place et l'animation d'un stand pour présenter les réalisations, outils et produits de la FAO en matière de gestion efficiente des ressources en eau dans la région et dans le monde.		
Activité 1.2	Consultations régionales		
	Réalisé	Non	
Commentaires	Les consultations nationales prévues dans le cadre de ce projet n'ont pas pu être réalisées en raison de divers retards, notamment l'absence d'études au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. De plus, le rapport d'études du Niger était encore en cours de finalisation à la date de clôture du projet.		

Produit 2	L'accès, la mobilisation et l'utilisation efficiente des ressources en eau dans les pays ciblés améliorés		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Nombre d'ouvrages hydrauliques réalisés par pays ciblés.	Deux par pays ciblés.	Non
Situation de référence	0		
Commentaires	Ce Produit n'a pas été réalisé. Aucune entreprise n'a été contractée pour des sondages géotechniques et hydrauliques. Aucun aménagement n'a été réalisé.		
Activité 2.1	Aménagement des forages multiusages équipés de pompes solaires avec des périmètres agricoles de démonstration des systèmes d'irrigation innovants pour promouvoir la production agricole		
	Réalisé	Non	
	Commentaires	Aucune société spécialisée n'a été engagée pour effectuer des sondages géotechniques et les études hydrauliques ainsi que la réalisation des travaux. Les sites qui devaient abriter les infrastructures n'ont pas pu être identifiés. Les études d'impact environnemental n'ont également pas pu être réalisées.	
Activité 2.2	Aménagement des marres de collecte d'eau de ruissellement appelés «boulis»		
	Réalisé	Non	
	Commentaires	Aucune société spécialisée n'a été engagée pour effectuer les travaux d'aménagement des boulis. Les sites devant abriter les infrastructures n'ont pas pu être identifiés.	

Partenariats et diffusion

Pour plus d'information veuillez contacter: Reporting@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

©FAO, 2024
CD3346FR/1/11.24